

Solidaires ou solitaires ?

Mario Cloutier

Numéro 177 (1), 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95335ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)


[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cloutier, M. (2021). Solidaires ou solitaires ? *Jeu*, (177), 4–6.

SOLIDAIRES OU SOLITAIRES?

Mario Cloutier



Au moment d'écrire ces lignes, les salles de spectacle sont toujours fermées en raison de la pandémie de COVID-19. Et malheureusement, les marqueurs en hausse — cas, hospitalisations, décès — n'annoncent rien de bon pour l'année 2021. Après un an de crise sanitaire, quelles leçons le milieu culturel peut-il tirer de cette situation éprouvante ?



Le monde du théâtre québécois a rapidement montré un visage de solidarité face au cataclysme provoqué par le coronavirus. Des prises de parole incisives et pertinentes (Brigitte Haentjens, Martin Faucher, Michel Marc Bouchard, Olivier Kemeid...) ont interpellé un gouvernement Legault plus occupé à se mettre en scène quotidiennement pour redorer son image qu'à prendre soin de la population âgée, de la ventilation dans les écoles ou de ces éternel-les négligé-es, les artistes.

Derrière les masques solidaires, j'ai constaté, toutefois, que l'apparente entraide généralisée se lézardait en quelques endroits. La pandémie a mis en lumière les grandes disparités existant entre les diffuseurs, les compagnies de production et les créateurs et créatrices qui composent la vaste mosaïque théâtrale. D'un côté, des résidences de création, des laboratoires, des captations ou des web-diffusions ont permis à des artistes et à des artisan-es de pratiquer leur métier, et au public de garder le contact avec les arts du spectacle. À l'autre bout du spectre, faute de ressources, d'autres ont dû changer de carrière.

L'inaction de départ du gouvernement québécois n'a pas aidé. Dans le milieu, m'a-t-on décrit, les gens sont passés de la panique à l'incertitude totale, puis au mode survie. La ministre de la Culture et des Communications, Nathalie Roy, qui fut longtemps aux abonnés absents, aurait pu y rester, disent les méchantes langues, au lieu de suggérer aux artistes de se réinventer avec le « numérique » ou en créant des hologrammes. Le seul art vivant qu'elle semble connaître est celui de mettre le feu aux poudres devant le milieu culturel, qu'on maintient assis entre deux chaises.

Québec a annoncé, c'est vrai, un soutien numérique dont certain-es ont pu profiter. Mais cette mesure a peu à voir avec l'essence du théâtre: réunir au même endroit artistes et public. Le gouvernement remboursera également un maximum de 75 % de la

moyenne des billets normalement vendus en saison, en soustrayant la somme des billets présumés vendus durant le bref déconfinement de septembre.

Les Conseils des arts ont agi plus prestement, en reconduisant des subventions, en ajoutant du soutien financier ou en réaffectant des sommes dans des programmes d'urgence. Au Conseil des arts et des lettres du Québec, « réaffecter » certains montants signifie, faut-il le préciser, que le ministère n'a pas augmenté le budget de l'organisme.

QUAND L'ENTRAIDE SE FISSURE

Sur le terrain, pendant que des producteurs ont décidé de respecter les contrats même si les pièces étaient annulées ou de faire travailler les artistes coûte que coûte, d'autres ne les ont dédommagé-es que pour un pourcentage des pertes encourues. Certains ont même avisé artistes, concepteurs, conceptrices et technicien-nnes qu'ils et elles ne recevraient rien d'autre que la Prestation canadienne d'urgence (PCU).

Bénéficiant de leurs subventions au fonctionnement et de prestations pour les salaires, les institutions théâtrales ont pu, dans la majorité des cas, souffler un peu. L'inquiétude a néanmoins continué de ravager les créateurs et créatrices qui gagnent leur vie avec le théâtre, surtout ceux et celles au bas de l'échelle.

On a vu des compagnies exiger des artistes de demeurer en *stand-by* dans l'attente d'une éventuelle reprise, tout en leur précisant qu'en cas d'annulation ils et elles ne recevraient rien et auraient ainsi perdu la chance d'accepter un contrat ailleurs. D'autres ont demandé aux regroupements d'artistes des dérogations aux ententes collectives. Certains projets annulés, auxquels participaient des comédien-es d'expérience, ont été remis sur les rails avec de jeunes interprètes, moins bien rémunéré-es. Et la relève dans les écoles de théâtre se demande, avec raison, si elle a choisi le bon métier...



Forêt et Tempête (Faust, première partie), laboratoire de création sur des textes de Marine Bachelot Nguyen, Pauline Peyrade et Guillaume Poix, sous la direction de Florent Siaud (Théâtre Prospero), tenu du 2 au 9 octobre 2020 lors de l'événement Territoires de paroles. ©Théâtre Prospero

Les résidences et les laboratoires ne se sont pas multipliés, malgré les exemples exposés sur le site de *Jeu* en octobre dernier. La débâcle fait en sorte que les programmations sont pratiquement impossibles à construire pour les années à venir. On risque alors d'assister à la désertion des contenus, vides de nouvelles pièces d'ici, et pleins de reprises et d'œuvres venues d'ailleurs. À quand un panier bleu en théâtre ?

PRÉVENIR POUR GUÉRIR

Cette crise sans précédent exige un examen de conscience approfondi et une vraie solidarité du milieu puisque les enjeux ne portent pas sur le court terme. Il faut se pencher sur les pistes de solution suivantes : une hausse du financement en recherche et création pour parer à d'autres bouleversements ; une vaste campagne de relance des arts vivants pour regagner la confiance du public ; l'augmentation des subventions et des bourses aux artistes ; un appui solidaire

aux Conseils des arts afin de faire passer ces messages aux pouvoirs politiques.

D'autres dossiers importants doivent aussi être remis de l'avant : rajeunir les lois sur le statut de l'artiste pour en élargir les définitions ; revoir le système d'assurance-emploi pour y inclure les travailleurs et travailleuses autonomes ; tisser de nouveaux liens avec les publics trop souvent oubliés des milieux scolaires et des communautés culturelles ; adapter pour ici le programme français des « intermittents du spectacle », qui assure un revenu décent aux artisan·es de la scène ayant accumulé un certain nombre d'heures dans une période donnée.

Encourager la diffusion, c'est bien, souligne le milieu théâtral, mais s'y limiter ne changera rien si les artistes ne peuvent exercer leur métier décentement. Jusqu'ici, le gouvernement Legault n'a fait que sauver les meubles. Sa vision réductrice basée sur la consommation nous fait rêver au retour d'un·e ministre des

Finances — là où se décide le budget attribué à la culture — qui croit aux arts, comme y croyaient Bernard Landry, Monique Jérôme-Forget ou Raymond Bachand. Encore heureux que des gens d'affaires, justement, aient pris le relais récemment.

Au moment où ces lignes sortent des presses, le gouvernement met la dernière main à son budget. Les organismes culturels ont mené un lobby pour faire valoir leur point de vue. Eu égard aux derniers mois, cependant, on peut craindre le pire. On aura beau prévoir des investissements majeurs en santé, physique et mentale, pour effacer des décennies de négligence : ceux et celles qui œuvrent en « prévention », dont les travailleurs et travailleuses culturelles, se feront probablement dire que leur tour viendra lorsque la population québécoise aura retrouvé la santé. En jouant du coude dans les grandes surfaces pour acheter des téléviseurs géants et du chlore pour la piscine... •